

La somme de 2.1 milliards de dollars pourrait être recueillie si l'on réduisait les exemptions fiscales des entreprises, ce qui rapporterait 20 p. 100 de plus en impôts sur le revenu des sociétés;

La somme de 1.1 milliard de dollars pourrait être recueillie par le prélèvement d'une surtaxe spéciale de 7 p. 100 sur les bénéfices nets d'impôt des 500 plus grosses entreprises canadiennes;

La somme de 2.9 milliards de dollars pourrait être recueillie si l'on supprimait les exemptions fiscales qui avantagent principalement les Canadiens bien nantis, notamment l'exemption d'impôt sur les gains en capital de \$500,000 et les exemptions fiscales plus importantes accordées au titre des cotisations versées aux régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Le député de Sudbury serait-il en faveur de telles propositions? Si oui, où était-il donc lorsque les libéraux formaient le gouvernement?

M. Frith: Monsieur le Président, j'ai dit tout à l'heure qu'un gouvernement était jugé sur le principe de la justice, sur les mesures prises en faveur des déshérités, des pauvres et des vieillards. Le député s'est servi des données de 1950 à 1984 pour les besoins de sa cause. J'en assume la responsabilité puisque j'étais député du gouvernement de l'époque et membre du cabinet pendant une brève période. Mais faut-il rappeler que pendant ces 30 ans de gouvernement, le Canada a connu la plus forte croissance démographique de tous les pays industrialisés de l'Occident. Or, ce n'était pas une mince tâche d'offrir une chance économique égale aux jeunes, aux défavorisés et à tous ceux qui entraient sur le marché du travail. Devant les contraintes énormes imposées à l'économie, le gouvernement a été bien obligé de faire certaines concessions aux sociétés en matière d'amortissements accélérés sur les immobilisations pour qu'elles renouvellent leur matériel, achètent de nouvelles machines et fassent de la place aux jeunes. Jamais, pendant toutes ces 30 années, on a délibérément pratiqué une politique sociale ou fiscale susceptible d'élargir l'écart entre les riches et les pauvres. Le parti libéral s'est porté à la défense des déshérités et des opprimés, car toutes ses politiques tendaient à l'opposé, c'est-à-dire rétrécir le plus possible ce fossé. Or, c'est justement ce qui est tellement injuste dans le budget conservateur. C'est la première fois, de mémoire, qu'un gouvernement pratique délibérément une politique fiscale qui accroît encore davantage le fossé séparant les riches des pauvres. En ce qui me concerne, je défendrai les mesures libérales envers et contre tous.

● (1650)

[Français]

M. Hamelin: Monsieur le Président, je ne suis pas un grand fiscaliste évidemment, ni un expert en taxation gouvernementale, mais à ce moment-là je m'en remets facilement à ce qu'on appelle chez nous le gros bon sens et, dans Charlevoix, le gros bon sens c'est ceci, on dit que quelqu'un est riche quand il n'a pas de dettes, et j'oserais affirmer que la meilleure façon de réduire précisément l'écart entre les pauvres et les riches, ce serait peut-être de payer nos dettes, et quand je dis nos dettes, je dis, bien sûr, leurs dettes puisque effectivement leurs dettes sont devenues nos dettes, et nous avons reçu le mandat, je pense, de payer leurs dettes qui sont maintenant nos dettes de façon justement à mieux répartir le plus rapidement possible la richesse collective entre les Canadiens et les Canadiennes. D'autre part, mon savant collègue fiscaliste disait qu'une augmentation de 1 cent de la taxe de vente allait chercher 1 milliard de dollars dans l'économie canadienne. Je lui pose la question: Les 200 milliards de dollars de dettes qu'il nous a laissés, les 30 milliards de déficit que nous avons cette année,

Le budget—M^{me} Collins

38 milliards que nous avons à leur époque et que nous avons réussi à abaisser à 33.8, cela a coûté combien? Cela éponge comment l'économie canadienne? Est-ce que cela ne fait pas beaucoup plus mal que les nécessaires augmentations de taxes que nous avons dû imposer? Et souvent, bien sûr, l'opposition se doit d'être critique, et je pense que mon collègue le fait très bien, mais la critique, ce n'est pas non plus dire n'importe quoi. J'estime qu'il faut payer nos dettes. Il parle aussi des régions périphériques. Je suis un député d'une région périphérique et pensez-vous que c'est intéressant pour nous comme gouvernement de devoir prendre 30 milliards de dollars des poches des Canadiens? Nous pensez-vous assez inhumains, parce que souvent, pour l'opposition, le monde est divisé en deux: il y a les riches insensibles et cruels, il y a, d'autre part, les pauvres qui travaillent de leurs mains pour gagner leur piètre pitance. Nous pensez-vous assez insensibles pour ne pas comprendre ces besoins, les besoins de développement dans nos régions? Alors, je pose ma question avec le gros bon sens de Charlevoix. Est-ce qu'être riche ce ne sera pas bientôt pouvoir payer nos dettes, vos dettes?

M. Frith: Monsieur le Président, la réponse à cette question est la suivante: Pourquoi est-ce que vous, le gouvernement, avez pris la décision de réduire le déficit sur le dos des familles moyennes et des familles pauvres dans notre pays? Pourquoi est-ce que vous avez fait ce choix? Vous avez eu le choix dans ce Budget, vous avez eu le choix, et vous avez pris la décision de réduire le déficit seulement sur le dos des familles pauvres et des familles moyennes, mais pas sur le dos des petites entreprises ni des corporations, seulement sur le dos des pauvres dans notre pays. Pour cette raison, vous avez le problème d'expliquer votre choix à vos commettants cette fin de semaine.

Une voix: Excellent!

[Traduction]

M. le Président: La période des questions et des observations est terminée. Nous poursuivons le débat.

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, c'est assurément un privilège pour moi que de participer au premier jour du débat du budget et d'exprimer le point de vue d'une représentante de la Colombie-Britannique membre de l'équipe ministérielle. Je voudrais faire valoir un peu le point de vue de la Colombie-Britannique et la façon dont ce budget nous offre des perspectives formidables. Je voudrais d'abord rappeler comment nous avons prêté l'oreille au public canadien, comment nous l'avons écouté et avons tenu compte de ses vœux.

Je constate d'abord que ce budget est l'œuvre d'un gouvernement qui est tout à la fois ferme mais juste. Un gouvernement qui fait aussi preuve de cohérence tout en se montrant attentif et prévenant. Ce sont deux grandes qualités qui caractérisent ce gouvernement progressiste conservateur. Depuis six mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer différents groupes de ma circonscription, des locataires de logements sociaux, des entrepreneurs et des groupes indiens; une question revenait sans cesse: qu'allez-vous faire du déficit dont vous avez hérité? La plupart savaient que ce n'était pas la faute du gouvernement, que le déficit était le fruit d'années de dépenses inconsidérées, d'années d'indifférence à l'égard des besoins réels des Canadiens et de leur désir d'avoir un gouvernement rationnel et judicieux.